



MONTUSSAN

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE MONTUSSAN**

N° 2020-47

Département de la Gironde
Canton de Lormont

L'an deux mille vingt et le vingt octobre à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 14 octobre 2020

Nombre de membres : En exercice : 23 – Présents : 20 – Absents : 3 – Votants : 22

Etaient présents :

Mesdames FONTENEAU Sylvie, JEAN-THEODORE Corinne; PINARD Céline ; RIEB Françoise ; BOULDE Fleur ; DARNINGE Adeline ; TODESCO Valérie ; CHANSARD Nathalie ; BAMALE Odile
Messieurs DUPIC Frédéric, SEURIN Alban, CHIRON Patrice, DUCONGER Jean-Loup ; CHALME Jean-Luc ; BILLOT Gérard ; CARPE Francis ; QUELLIEN Geoffrey ; CANTERO Sébastien MARTIN José ; GACHET Pascal

Etaient absents :

PEYRAUBE Marie-José ;
LAURENT Maria Concepción
MARTIN Isidro ;

Procurations :

Madame PEYRAUBE Marie-José donne pouvoir à Madame JEAN-THEODORE Corinne
Monsieur Isidro MARTIN donne pouvoir à DUCONGER Jean-Loup

Madame Fleur BOULDE a été nommée secrétaire de séance.

**Objet : DELIBERATION RECTIFICATIVE DE LA DELIBERATION N° 2020-32
RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DES SAGES**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que lors du vote de la délibération N°2020-32 le 17 septembre 2020 désignant les membres du Conseil des Sages, deux noms de candidats ont été omis :

- M Frédéric CALYSTE
- M Jacques COUSIN

Monsieur le Maire propose de nommer :

- M Frédéric CALYSTE
- M Jacques COUSIN

Membres du Conseil des Sages.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

➤ **D'APPROUVER** la nomination des deux personnes sus visées comme membres du Conseil des Sages

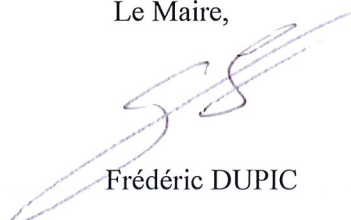
Résultat du vote : <ul style="list-style-type: none">• Pour : 22• Contre : 0• Abstention : 0
--

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Maire,



Frédéric DUPIC

